

REPUBLIQUE FRANCAISE	Dossier n° PC06300324A0015
Commune d'AMBERT	Date de dépôt : 23/05/2024 Demandeur : GOMEZ Anthony Pour : Construction d'un complexe de loisir avec toiture photovoltaïque Adresse terrain : 75 Avenue Michel Omerin et 2 Rue de la Masse – 63600 AMBERT

ARRÊTÉ
Accordant un permis de construire
Au nom de la commune d'AMBERT

Le Maire d'AMBERT,

Vu la demande de permis de construire présentée le 23/05/2024 par Monsieur GOMEZ Anthony demeurant 14 Place de la Croix de Brugeailles – 63940 MARSAC EN LIVRADOIS ;

Vu l'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la présente demande d'autorisation le 24/05/2024 ;

Vu l'objet de la demande :

Pour : Construction d'un complexe de loisir avec toiture photovoltaïque ;

Sur un terrain situé : 75 Avenue Michel Omerin et 2 Rue de la Masse – 63600 AMBERT ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 11/03/2021 et modifié le 10/01/2024 ;

Vu le règlement de la zone U1a du PLU ;

Vu l'autorisation de travaux n°06300324A0013 en date du 05/08/2024 ;

Vu l'avis de la Direction Routière d'Aménagement Territorial Livradois-Forez en date du 31/05/2024 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le permis de construire est **ACCORDE** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées aux articles suivants.

ARTICLE 2

Le branchement aux différents réseaux publics sera réalisé et financé par le bénéficiaire.

L'éventuelle contribution pour des travaux d'extension du réseau électrique nécessaires à la réalisation d'un projet de production d'énergie est à la charge du bénéficiaire.

En cas de modification de l'accès sur la voie départementale, une autorisation devra être demandée à la Direction Routière d'Aménagement Territorial Livradois-Forez.

Tout dispositif de clôtures en limites du domaine public départemental sera établi suivant l'alignement qui sera demandé à la Direction Routière d'Aménagement Territorial Livradois-Forez, suivant servitude de visibilité.

ARTICLE 3

Les aménagements sur le terrain devront permettre la rétention des précipitations dans une citerne enterrée dont le volume ne pourra être inférieur à 80m³ avec un débit de fuite de 0,55 litre par seconde.

ARTICLE 4

Les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour l'accessibilité dans les établissements recevant du public devront être strictement respectées.

Les recommandations émises par la sous-commission départementale pour l'accessibilité dans les établissements recevant du public devront être strictement respectées.

ARTICLE 5

L'installation d'une enseigne devra faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

AMBERT, le 7 août 2024

**Le Maire,
Guy GORBINET**

The image shows a circular official seal of the Mairie d'Amber. The seal features a central emblem with a crown and two lions, surrounded by the text 'MAIRIE D'AMBER' and '1830'. A large, stylized signature in black ink is written over the seal.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2014-1661 du 29 décembre 2014, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 36 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s).

Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.